

Manifeste de la Pride 2018

En 2000, puis en 2002, 2004 et 2008 les Prides d'Angers avaient comme mot d'ordre la lutte contre l'homophobie en France. Aujourd'hui en 2018, à l'occasion de la 19e Pride, il est triste que 10 ans après nous devions à nouveau mettre en avant le combat contre la transphobie, la biphobie, la sérophobie et l'homophobie dans notre pays. Une homophobie et une transphobie de tous les jours, celles qui s'insinuent dans la vie quotidienne, au travail, dans la rue, à l'école, dans la famille, dans les sports ou les lieux de loisirs, sur internet et les réseaux sociaux,... Du graffiti à l'insulte verbale, de la petite phrase sur twitter au refus d'un travail ou d'un logement grossièrement dissimulé en un « pas de chance, la place vient d'être attribuée », les propos et les actes d'homophobie et de transphobie se répètent, tranquillement, souvent dans une relative indifférence. Ils s'ajoutent aux violences physiques infligées en raison de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Les débats sur la PMA sont l'occasion pour les adversaires des droits LGBT d'attaquer violemment les familles homoparentales, en assimilant par exemple nos enfants à des légumes OGM, ou en nous comparant aux pesticides qui empoisonnent la société... Ils monopolisent les états généraux de la bioéthique pour déverser leur haine, ils saisissent les tribunaux pour mettre en difficulté les centres LGBT, comme à Nantes ou à Marseille. On constate, notamment à Angers, que des affaires d'agressions transphobes ou homophobes sont classées sans suite, ou sont instruites sans retenir le caractère homophobe ou transphobe de l'agression, comme le prévoit la loi.

Selon la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme*, la réforme du droit d'asile engagée par le gouvernement marque un recul sans précédent des droits fondamentaux des personnes migrantes, dont les personnes LGBT. Plusieurs de nos associations fortement impliquées dans l'accueil, l'accompagnement et la défense des droits des personnes homosexuelles et transgenres persécutées qui demandent la protection de la France, constatent qu'avec cette réforme beaucoup n'obtiendront pas l'asile ou le titre de séjour étranger malade et seront renvoyés dans leur pays où ils sont pourtant en danger de mort.

Ce 26 mai 2018, ici à Angers, nous disons haut et fort : non à la transphobie, non à l'homophobie :

– Nous demandons que, tant au niveau local que national, des campagnes de lutte contre la transphobie et l'homophobie soient engagées.

– Nous demandons qu'une véritable politique de prévention et d'information contre les actes et les discriminations homophobes et transphobes soit menée dans tous les secteurs : les administrations locales et nationales, la santé, l'école, les sports, les entreprises, la police et la gendarmerie, etc...

– Nous demandons une véritable prise en compte du caractère homophobe ou transphobe des propos, des actes et des agressions, tant dans les enquêtes que dans les procédures judiciaires.

Aujourd'hui encore :

– Nous revendiquons l'ouverture de la procréation médicalement assistée à toutes les femmes, qu'elles soient seules ou en couple, homosexuelles ou hétérosexuelles.

– Nous revendiquons pour les personnes transgenres le changement d'état civil complet, libre et gratuit, en mairie, dans le respect des dernières résolutions du Conseil de l'Europe, la dépsychiatisation et le libre choix des praticiens dans la procédure de transition.

– Nous revendiquons une véritable prise en compte de la demande d'asile au motif de persécutions en raison de l'homosexualité ou la transidentité, et nous dénonçons la réforme qui rendra plus difficile encore l'obtention d'une protection en France pour les personnes LGBT persécutées dans leur pays d'origine.

Transphobie, biphobie, sérophobie, homophobie : Où que ce soit, quelles qu'elles soient, d'où qu'elles viennent, tolérance zéro !

** Alerte sur le traitement des personnes migrantes, CNCDH, 17 octobre 2017*

Signataire du manifeste : Quazar, Tonic's, Trans Inter Action, Aides, Le Refuge, Tagayda, Planning Familial, Amnesty International, Stop Harcèlement de Rue, Contact, Cfdt, Collectif Luciole, CLGBT de Vendée, Appl, Ligue des Droits de l'Homme